

Trois perquisitions en deux jours : la Suisse intensifie la répression



Vincent Reynaert

Publié le 30 septembre 2025 . Lecture estimée : 2 min



Le week-end dernier, la Commission fédérale des maisons de jeux (CFMJ) et les forces de police ont mené trois perquisitions dans les cantons de Zurich et de Lucerne. Plusieurs milliers de francs suisse, une dizaine d'appareils de jeux et du matériel informatique ont été saisis. Au-delà des saisies, l'opération illustre la volonté des autorités de protéger le marché légal et de sanctionner les dérives.

Dans la nuit du 26 septembre, la police municipale zurichoise, en collaboration avec le régulateur suisse (la CFMJ) a perquisitionné un local du Kreis 4. Trois individus ont tenté de fuir, deux ont été interpellés. Six appareils de jeux et du matériel de surveillance ont été saisis.

Le lendemain, à Ebikon (canton de Lucerne), quatorze personnes participaient à un tournoi de poker présumé illégal. Environ 5 000 francs ont été confisqués. En parallèle, à Rüti (dans le canton de Zurich), c'est une vingtaine de personnes qui ont surpris par l'intervention des services de police, entraînant la saisie de quatre appareils de jeux de casino et de matériel connexe.

La réalité du terrain

La loi fédérale sur les jeux d'argent est claire : toute offre sans concession officielle constitue une infraction pénale. Les sanctions prévues peuvent aller jusqu'à cinq ans de prison et/ou une amende importante. Ces perquisitions illustrent la persistance d'une offre parallèle, souvent dissimulée dans des locaux de quartier. Les saisies de cash et de matériel témoignent d'une activité soutenue, loin d'être marginale.

Les autorités, en accentuant la pression, cherchent aussi à protéger [l'offre de jeu physique légale qui traverse actuellement une période difficile](#), concurrencée par le numérique et fragilisée par les coûts de fonctionnement. Dans ce contexte, la présence d'un marché clandestin accentue encore la vulnérabilité des exploitants régulés.

Enjeux pour le marché légal

Ces opérations s'inscrivent dans la stratégie de la CFMJ : assécher l'offre illégale, protéger les joueurs et garantir la pérennité du marché régulé. Elles rappellent aussi que la répression reste un outil central face à un phénomène mouvant, qui s'adapte rapidement aux opportunités du terrain.